

Livret de l'étudiant-e

Classe de Préparation aux concours A

IPAG

20 rue Duquesne – CS93837

29238 Brest Cedex 3

Tél : (00 33 2) 98 01 63 62

ipag@univ-brest.fr

www.univ-brest.fr/ipag**ANNEE 2021-2022**

Bienvenue à l'IPAG de Brest !

Nous vous souhaitons une excellente année universitaire.

Le présent livret regroupe la maquette des enseignements dispensés aux étudiants intégrant la classe de préparation aux concours de catégorie A ainsi que les plans de cours des différents enseignements et compétences associées. A ces cours s'ajoute une maquette complémentaire pour les étudiants qui souhaitent préparer le concours des Instituts Régionaux d'Administration.

Vous trouverez également ci-dessous les coordonnées des personnes que vous pourrez contacter à l'IPAG. Pour plus d'informations, n'hésitez pas à consulter notre site internet <https://nouveau.univ-brest.fr/ipag/>

Vos contacts

Directeur : Daniel LE GUYADER	daniel.leguyader@univ-brest.fr
Directeur Adjoint : Jacques SERBA	jacques.serba@univ-brest.fr
Directeur des études : Pierrick LE JEUNE	pierrick.lejeune@univ-brest.fr
Responsable administrative, financière et de scolarité : Nathalie LE MIGNON	02.98.01.63.34
Gestionnaire de scolarité : Laurence BILLANT	02.98.01.63.62
Suivi des stages : Joëlle KERMAIDIC	02.98.01.63.52
Documentaliste : René BERNICOT	02.98.01.68.82

Email :

scolarite.ipag@univ-brest.fr

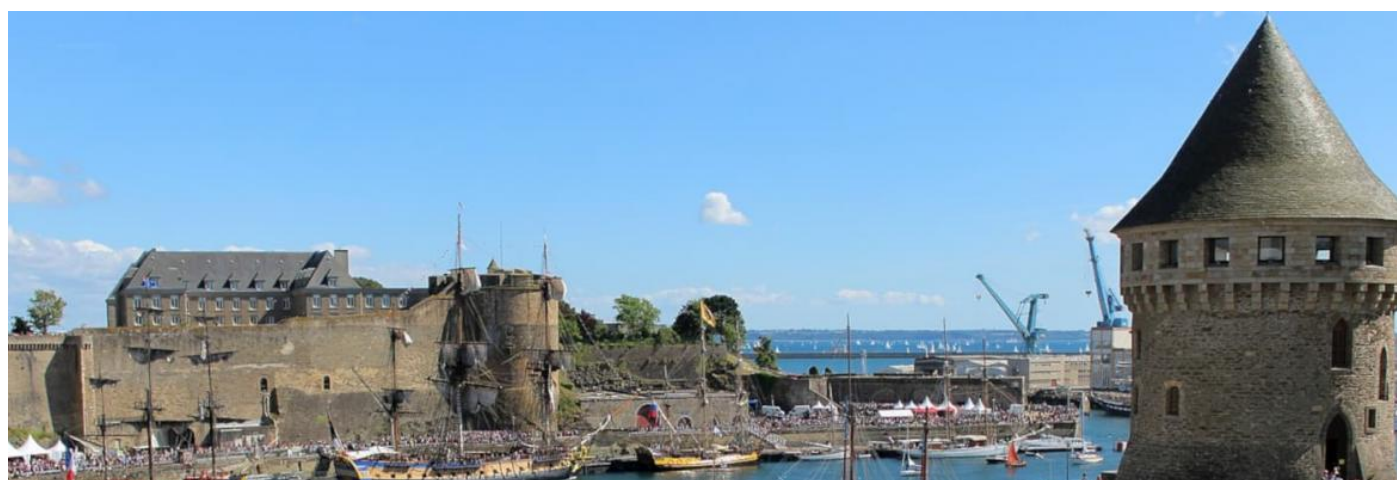
Adresse postale :

I.P.A.G

20 rue Duquesne

C.S. 93837

29238 BREST Cedex 3



SOMMAIRE

	Page
- Maquette	6
- Plans de cours	9
I- Problèmes politiques et sociaux contemporains	10
1- Sciences politiques	
2- Culture Générale-Conférence de méthode-Oral	
II- Droit Public	12
1- Droit Constitutionnel	
2- Droit Administratif	
3- Fonctions publiques	
III- Finances publiques	23
IV- Economie	24
1- Introduction : Objet et méthode des « Sciences Economiques »	
2- Les grandes questions économiques contemporaines	
3- Monnaie et financement de l'économie	
V- Note de synthèse/Cas pratique	27
VI- Anglais	27
VII- Histoire	28
VIII- Géopolitique du développement	30
IX- Modules facultatifs	32
1- Institutions administratives	
2- Droit civil	
3- Droit de l'Union Européenne	
Maquette de cours complémentaires à la préparation au concours des IRA	

MAQUETTE

Préparation aux concours A

ENSEIGNEMENT	VOLUME HORAIRE	CM OU TD	ENSEIGNANTS	PUBLIC
Finances Publiques	50	CM	F. CUILLANDRE	Concours A / LAP
Droit Constitutionnel	48	CM	J.J URVOAS	Concours A / LAP
Histoire	44	CM	Y. LE PRAT	Concours A / LAP
Economie	48 48	CM TD	T. SAUVIN / L. LE MAUX N. ROPART	Concours A / LAP
Sciences Politiques	20	CM	L. LE GALL	Concours A / M1
Géopolitique du développement	16	CM	D. LE GUYADER	Concours A / LAP
Note de synthèse	22	TD	N. TALEC	Concours A / LAP
Conférences de méthode Culture Générale	24	TD	N. TALEC	Concours A
Fonctions Publiques	30	CM	S. BIAGINI	Concours A / M1
Droit Administratif	48	CM	C. DUVAL	Concours A / LAP
Anglais	36	TD	L. DUPUY	Concours A / LAP
Institutions administratives	24	CM	B. THOMAS TUAL	Concours A ♦ Facultatif LAP ♦ Obligatoire
Droit de l'Union Européenne	36	CM	C. DUVAL	Concours A ♦ Facultatif LAP ♦ Obligatoire
Droit Civil	48	CM	J.L GOASGOZ	Concours A ♦ Facultatif LAP ♦ Obligatoire

NB : L'assiduité aux cours est obligatoire. Toutes les absences doivent être justifiées.

Maquette spécifique à la préparation au concours des IRA

ENSEIGNEMENT	1er semestre		2ème semestre		Total en CM	Total des TD
	CM	TD	CM	TD		
Préparation au QCM / DT admin- constit. - institut admin. - UE	3	6		6	3	6
Préparation au QCM / Gestion des RH dans la FP - Dts et obligations	3	6		6	3	12
Préparation au QCM / Finances publiques	3	6		6	3	12
Préparation au QCM / Culture numérique	3	6		6	3	12
Marché du travail (insertion, jeunesse)			6		6	0
Développement durable	4			0	4	0
Système éducatif	4				4	0
Méthodo + Entraînement cas pratique (3 sujets corrigés)	2	6		6	2	12
Questions système de santé	4				4	0
Questions sociales / Pauvreté- logement	4				4	0
Oraux IRA		6		6		12
Présentation DGFIP et de ses enjeux	4				4	0
TOTAL Enseignements sur maquette IRA	34	36	6	36	40	72

PLANS DE COURS

I-PROBLEMES POLITIQUES ET SOCIAUX CONTEMPORAINS

1-SCIENCES POLITIQUES

Intervenant : Laurent LE GALL

1. La construction du champ politique : un préalable à une interprétation de l'espace des idées politiques

- Droite et gauche : retour sur un partage routinisé
- Le politique : un champ et ses professionnels
- La double question du suffrage et de la politisation : de l'apprentissage du vote à la « démocratie de l'abstention »

2. L'idée révolutionnaire : un clivage durable ?

- La République avec ou sans révolution : l'idéologie républicaine entre libéralisme et socialisme
- La révolution bien plus que la République : quelles alternatives (anarchisme, socialisme, communisme)
- Contre et antirévolutionnaires : légitimisme, cléricisme, nationalisme intégral

3. La démocratie : arche sainte et socle commun ?

- «Contre-démocratie» et démocratie participative : le ressourcement ?
- La démocratie en ses extrêmes

Compétences auxquelles le cours conduit :

- *A compléter*

2-CULTURE GENERALE-CONFERENCE DE METHODE-ORAL

Intervenant : Nicolas TALEC

1^{er} semestre

La dissertation de culture générale :

Il s'agit ici de faire face à un sujet faisant appel à des connaissances variées : actualité, histoire, sociologie, politique, philosophie...

L'objectif est double : d'une part acquérir et renforcer des connaissances ; d'autre part savoir les « assembler » dans un plan cohérent.

Après une brève étape de théorie, chaque cours sera consacré à un thème.

La Reconnaissance des Acquis de l'Expérience Professionnelle (RAEP) et la fiche de renseignement :

C'est une véritable épreuve, différente du CV : vous devez débiter votre préparation bien avant l'ouverture des concours.

L'entretien :

Après en avoir présenté les principes, nous les mettrons en application avec des mises en situation.

Bibliographie :

- « Culture générale – thèmes de société », Jean-Michel CHARBONNEL, Samuel CHARLOT, José COMAS aux éditions LA DOCUMENTATION FRANÇAISE.
- « Éléments de Culture Générale », Emmanuelle HUISMAN-PERRIN et Thierry LETERRE aux éditions LA DOCUMENTATION FRANÇAISE.
- « La RAEP : construire le dossier », Chantal PERRIN-VAN HILLE aux éditions LA DOCUMENTATION FRANÇAISE.
- « La Reconnaissance des Acquis de l'Expérience Professionnelle », Philippe GELEOC, aux éditions FOUCHER.
- « L'entretien avec le jury », Chantal PERRIN-VAN HILLE aux éditions LA DOCUMENTATION FRANÇAISE.
- « L'oral des concours administratifs en pratique », Philippe GELEOC, aux ÉDITIONS D'ORGANISATION.

Compétences auxquelles le cours conduit :

SAVOIR :

Connaître les techniques rédactionnelles et les ressources mobilisables.

SAVOIR-FAIRE :

Maîtriser l'expression écrite et orale ; savoir communiquer.

Savoir structurer et hiérarchiser des informations.

Savoir organiser son travail et gérer son temps.

Savoir apporter une réponse adaptée et conforme à la qualité du service attendu.

SAVOIR-ÊTRE :

Avoir un regard critique ; argumenter ; défendre un point de vue.

Être rigoureux, impartial et pédagogue.

1-DROIT CONSTITUTIONNEL

Intervenant : Jean-Jacques URVOAS

Séquence 1 – La valeur juridique de la constitution

Section 1 : La valeur supérieure de la constitution

- 1 – Une norme constitutive
- 2 – L'expression directe de la souveraineté

Section 2 : Des logiques différentes

- 1 – La supériorité de la constitution nationale
- 2 – La primauté du droit international
- 3 – La lecture française

Séquence 2 - L'auteur de la constitution

Section 1 : Le pouvoir constituant originaire

- 1 – Le titulaire du pouvoir constituant
 - a. Le titulaire d'un pouvoir souverain
 - b. La thèse de la supra constitutionnalité
- 2 – Les rédacteurs du texte constitutionnel
 - a. Le modèle de l'assemblée spéciale
 - b. Le modèle de l'assemblée constituante
 - c. Le modèle exécutif

Section 2 : Le pouvoir constituant dérivé

- 1 – Un pouvoir secondaire
- 2 – Constitution souple et constitution rigide
 - a. L'initiative appartient aux pouvoirs constitués
 - b. La décision de donner suite appartient à une assemblée
 - c. L'adoption de la révision fait intervenir le peuple ou ses représentants

Séquence 3 - La constitution et son juge

Section 1 : Le contrôle non-juridictionnel de constitutionnalité

- 1 – Le contrôle direct par le peuple
- 2 – Le contrôle par un organe politique

Section 2 : Le contrôle juridictionnel de constitutionnalité des lois

- 1 – Modèles et missions de la justice constitutionnelle
 - a. Le modèle américain
 - b. Le modèle européen
 - c. Des missions variables selon les pays

- 2 – Le contrôle juridictionnel en débat
- a. Les pouvoirs du juge constitutionnel sont-ils exorbitants ?
- b. Quelle est légitimité du rôle du juge constitutionnel ?

Séquence 4 - L'exercice du pouvoir

Section 1 : L'institutionnalisation du pouvoir

- 1 – L'organisation du pouvoir politique
- 2 – Un objet complété par d'autres normes

Section 2 : L'accès au pouvoir

- 1 – Le mode de désignation
- 2 – Le mode de scrutin
- a. Le mode de scrutin majoritaire.
- b. La représentation proportionnelle.
- c. Les systèmes mixtes

Section 3 : La sanction de l'exercice du pouvoir

- 1 - Le type de sanction
- 2 – Une sanction collective

Séquence 5 - La limitation du pouvoir

Section 1 : La garantie des droits fondamentaux

- 1 – La reconnaissance
- a. Une liste des droits évolutive
- b. Les sources des droits et libertés fondamentaux
- 2 – La protection

Section 2 : La séparation des pouvoirs

- 1 – Le principe
- a. La finalité du mythe
- b. La définition stricte
- 2 – Les modalités de la séparation
- a. Le régime présidentiel
- b. Le régime parlementaire
- c. Les évolutions

Séquence 6 - L'Etat, le pouvoir institutionnalisé

Section 1 : Naissance de l'Etat moderne

- 1 – Le résultat d'une longue évolution inachevée
- 2 – L'identification de l'Etat

Section 2 : L'Etat, cadre privilégié du pouvoir

- 1 – La légitimité du pouvoir étatique
- 2 – Permanence du pouvoir étatique

3 – Le monopole du pouvoir étatique

Séquence 7 - La forme de l'Etat

Section 1 : L'Etat unitaire

- 1 – Origine des Etats unitaires
- 2 – La déconcentration
- 3 – La décentralisation

Section 2 : L'Etat fédéral

- 1 – Origine des Etats fédéraux
- 2 – Principes de fonctionnement du fédéralisme
 - a. Le principe de superposition
 - b. Le principe d'autonomie
 - c. Le principe de participation

Section 3 : L'Etat hybride

- 1 – Les Etats régionaux
- 2 – Les Etats unitaires différenciés

Séquence 8 - La souveraineté de l'Etat

Section 1 : L'origine de l'idée de souveraineté

- 1 – Sous l'Ancien régime
- 2 – La mutation démocratique

Section 2 : Les caractéristiques de la souveraineté

- 1 – Un pouvoir suprême et incontestable
 - a. Un pouvoir suprême
 - b. Un pouvoir incontestable
 - c. Un pouvoir indivisible

Section 3 : Les compétences de l'Etat souverain

- 1 – Les compétences régaliennes
- 2 – La compétence de la compétence
 - a. La question des transferts à l'Union européenne
 - b. Les termes du débat de demain

Séquence 9 - La souveraineté dans l'Etat

Section 1 : Le titulaire de la souveraineté

- 1 – La théorie de la souveraineté nationale
 - a. Le principe
 - b. Ses conséquences

- 2 – La théorie de la souveraineté populaire
 - a. Le principe
 - b. Ses conséquences

3 – Actualité de ces théories

Section 2 : Vers la démocratie représentative

1 – Les facteurs d'évolution

- a. L'universalisation du suffrage
- b. L'encadrement par les partis politiques

2 – Une réalité brouillée

Séquence 10 - La III^{ème} République ou la démocratie confisquée

Section 1 : La naissance : 1870-1875

1 – La « *Constitution Rivet* » du 31 août 1871

2 – La « *loi chinoise* » du 13 mars 1873

Section 2 : Les lois constitutionnelles de 1875

1 – L'élaboration

- a. République ou monarchie ?
- b. Les différentes institutions

2 – La crise de mai 1877

Section 3 : Le dérèglement des institutions

1 – Une instabilité ministérielle croissante

2 – Les tentatives de renforcement de l'exécutif

- a. L'organisation de la Présidence du Conseil
- b. Le recours aux lois de pleins pouvoirs et aux décrets lois

Séquence 11 - La IV^{ème} République ou la rénovation manquée

Section 1 : Le fonctionnement du régime

1 – L'organisation des pouvoirs

- a. Le Parlement
- b. L'exécutif

2 – La tentative de rationalisation du parlementarisme

- a. La révision de 1954 de la double investiture
- b. La responsabilité politique du gouvernement devant l'Assemblée

Section 2 : La dégradation du régime

1 – La résurgence de la législation déléguée

2 – Le blocage des mécanismes de stabilisation gouvernementale

LE DROIT CONSTITUTIONNEL FRANÇAIS : LA VIÈME RÉPUBLIQUE :

Chapitre 1 : Histoire constitutionnelle de la France

1. La période 1789 – 1870

a. La révolution et l'empire napoléonien (1789 – 1815)

- DDHC de 1789, 1^{ère} constitution de 1791, la terreur, le directoire, le consulat, l'empire

b. La restauration monarchique (1815 – 1848)

- la restauration monarchique, la monarchie de juillet

c. La seconde république

- la révolution de 1848, la C^o de 1848

d. Le second empire napoléonien

- la mise en place du second empire (1851), la contestation du second empire

2. La période 1870 – 1958

a. La consécration républicaine (1870 – 1940)

- la Constitution de Broglie, les lois constitutionnelles de 1875, la Constitution Grevy, succès et échec de la III^{ème} République, l'instabilité gouvernementale

b. Le régime de Vichy (1940 – 1944)

- la loi du 10 juillet 1940, le régime de Vichy, le projet constitutionnel de 1943

c. La IV^{ème} République (1946 – 1958)

- La Constitution d'octobre 1946, le retour à l'instabilité ministérielle, la loi constitutionnelle de juin 1958

3. La naissance de la V^{ème} République

a. Les caractéristiques de la Constitution du 4 octobre 1958

- le discours de Bayeux, le discours de M. Debré devant le conseil d'Etat en juillet 1958

b. Les périodes de la V^{ème} République

- la période Gaullienne, Pompidou et Giscard, Mitterrand et les deux cohabitations, Chirac et la 3^{ème} cohabitation, le quinquennat Chirac, le quinquennat Sarkozy

c. Les principales révisions de la Constitution et l'évolution de l'esprit de la V^{ème} République

- L'élection du chef de l'Etat au suffrage universel direct en 1962 : la présidentialisation du régime

- L'extension du droit de saisine du Conseil constitutionnel de 1974

- La Constitution et l'Union européenne

- La réforme du quinquennat en 2000

- La réforme de 2008 : introduction de la Question Prioritaire de Constitutionnalité et timide extension des pouvoirs du Parlement

Chapitre 2 : L'exécutif sous la Vème République

1. Le Président de la République

a. L'élection du Président de la République

- désignation initiale du Président de la République, la réforme de 1962 et ses conséquences, le quinquennat, désignation actuelle du Président de la République

b. Le rôle du Président de la République

- le rôle dévolu par la Constitution, le rôle né de la pratique du Président de la République

c. Les pouvoirs du Président de la République

- les pouvoirs propres, les pouvoirs partagés

2. Le gouvernement

a. La désignation du gouvernement

- les règles constitutionnelles de désignation du gouvernement, les règles nées de la pratique

b. L'organisation et le fonctionnement du gouvernement

- Les différentes catégories de membre du gouvernement : le premier ministre, les ministres d'Etat, les ministres, les ministres délégués, les secrétaires d'Etat
- Nombre et découpage des ministères
- Instances de réunion ministérielle, les cabinets ministériels

c. Les attributions du gouvernement

- Le pouvoir exécutif, l'initiative législative du gouvernement, le pouvoir réglementaire

3. Les rapports entre le Président de la République et le Premier Ministre

a. Une lecture présidentialisante de la Constitution

b. Une lecture plus conforme à la Constitution lors des cohabitations

Chapitre 3 : Le parlement sous la Vème République

1. L'organisation du Parlement

a. L'organisation bicamérale

- l'Assemblée nationale, son mode de désignation, sa légitimité
- le Sénat, son mode désignation, sa légitimité

b. Le statut des parlementaires

- les indemnités, les incompatibilités et le non cumul des mandats, les immunités

c. Le travail parlementaire

- les règlements des assemblées, les organes de direction et de gestion, les sessions et les séances, les commissions parlementaires

2. Les fonctions du Parlement

a. La fonction législative

- la procédure législative ordinaire, les procédures législatives spécifiques

b. La fonction du contrôle

- les moyens visant à mettre en jeu la responsabilité du gouvernement (motion de censure), les moyens ne mettant pas en jeu la responsabilité du gouvernement (questions, résolutions et commission d'enquête)

Chapitre 4 : Le Conseil Constitutionnel

1. L'évolution du Conseil Constitutionnel

a. Organe de rationalisation du parlementarisme

b. Un défenseur des droits et libertés depuis 1971

- la décision de juillet 1971 « liberté d'association », développement du contrôle de constitutionnalité : réformes de 1974 et 2008

2. L'organisation du Conseil Constitutionnel

a. La désignation des membres du Conseil Constitutionnel

- Les membres nommés, les membres de droit

b. L'organisation interne du Conseil Constitutionnel

- le secrétaire général, le rôle du Président, les procédures devant le Conseil Constitutionnel

3. Le développement du contrôle de constitutionnalité des lois

a. L'extension du contrôle a priori

- La réforme de 1974, les modalités du contrôle a priori

b. La mise en place du contrôle a posteriori

- La réforme de 2008, les modalités du contrôle a posteriori

Compétences auxquelles le cours conduit :

- Rechercher, prendre connaissance des textes et les appliquer
- Connaître l'environnement juridique, social, économique et politique
- Collecter, structurer et hiérarchiser des informations
- Préparer et rédiger des notes
- Augmenter, défendre un point de vue

2- DROIT ADMINISTRATIF

Intervenante : Catherine DUVAL

Introduction :

L'administration, objet et sujet de droit dans un État de droit

Le principe de légalité

I- Les sources du droit administratif : la pyramide de la hiérarchie des normes

1. Les sources constitutionnelles
 - *Le bloc de constitutionnalité*
 - *La jurisprudence constitutionnelle*
2. Les sources internationales et supranationales
 - *Identification et valeur de la norme internationale*
 - *Identification et valeur de la norme de l'Union européenne*
3. Les sources législatives
 - *Le domaine de la loi*
 - *Les différents types de sources législatives*
4. Les sources réglementaires
 - *Les titulaires du pouvoir réglementaire*
 - *La hiérarchie des actes administratifs*
5. Les sources jurisprudentielles
 - *Les caractéristiques des normes jurisprudentielles*
 - *Les principes généraux du droit*

II Les finalités de l'action administrative de l'administration

1. La police administrative : la protection de l'ordre public
 - *Les composantes de l'ordre public*
 - *Les autorités de police administrative*
 - *Les mesures de police administrative*
2. Le service public
 - *La notion fonctionnelle de service public*
 - *Les lois du service public*
 - *Les notions de service public administratif et de service public industriel et commercial*
 - *La création et l'organisation des services publics*

III Les moyens juridiques de l'action de l'administration

1. L'acte administratif unilatéral
 - *La notion d'acte administratif*
 - *Le régime de l'acte administratif*
2. Le contrat administratif
 - *L'identification des contrats administratifs*
 - *Le régime du contrat administratif*

IV La responsabilité de l'administration

1. L'engagement de la responsabilité
 - *Le préjudice*
 - *Le fait générateur*
 - *Le lien de causalité*
2. Les régimes de responsabilité
 - *La responsabilité pour faute*
 - *La responsabilité sans faute*

V Le contrôle juridictionnel de l'administration

1. Le recours pour excès de pouvoir : le contrôle de la légalité de l'acte administratif
 - *Les vices susceptibles d'affecter la légalité externe de l'acte*
 - *Les vices susceptibles d'affecter la légalité interne de l'acte*
2. Le plein contentieux
 - *Le contentieux de la réparation*
 - *Le contentieux contractuel*

Compétences auxquelles le cours conduit :

- L'étudiant ayant vocation à évoluer en tant que cadre du secteur public, le cours de droit administratif général doit lui permettre :
- d'appréhender l'environnement juridique administratif (sources du droit, légalité de l'activité administrative, hiérarchie des normes, justice administrative)
- de maîtriser le cadre de son activité (actes unilatéraux, contrats administratifs, service public, police administrative) pour accompagner et concrétiser des décisions et d'en mesurer les conséquences (responsabilité administrative) pour assurer la gestion et le suivi des dossiers

3-FONCTIONS PUBLIQUES

Intervenante : Sandrine BIAGINI

Introduction :

- **Généralités** : Notion de fonction publique (définition, les différents systèmes), historique, la fonction publique aujourd'hui.
- **Les sources** : internationales et européennes, constitutionnelles, législatives, réglementaires, jurisprudentielles, le statut, le contrat

Première partie : Le recrutement dans la fonction publique

1. Les principes

Le principe d'égal accès et ses limites : les conditions minimales, le principe, les limites
Le principe du concours : le concours, les exceptions

2. Les techniques de recrutement

- l'information
- les techniques de sélection
- L'acte juridique

Deuxième partie : Le déroulement de la carrière

- 1. La carrière** : la notion de carrière, notation et avancement, mutations et positions
- 2. Les conditions de travail et avantages sociaux** : le temps de travail, la rémunération, l'hygiène et la sécurité, les avantages sociaux
- 3. Les droits et libertés** : la liberté d'opinion et d'expression, la liberté syndicale, le droit de grève, le droit de participation, autres droits
- 4. Les obligations** : l'obligation de servir, les obligations complémentaires
- 5. La discipline** : la faute, la procédure disciplinaire, les sanctions, le contrôle juridictionnel

Troisième partie : La cessation d'activité

- 1. Les cessations provisoires** : les congés, Autres hypothèses
- 2. Les cessations définitives** : les cessations « normales », les cessations « anormales »

Bibliographie :

- Droit de la fonction publique JM et JB Auby, D. Jean-Pierre, A. Tallefait, précis Dalloz, 7^{ème} éd. 2012
Droit de la fonction publique, T. Ben Salah, Coll. Compact, A. Collin, 2^{ème} éd.
Histoire de la fonction publique, MH Renaut, Mise au point, Ellipses, 2003
L'essentiel pour accéder à la fonction publique en France, F. Colin, Les carrés, Gualino éditeur, 2010, 5^{ème} éd.
Droit de la fonction publique, G. Peiser, Mémentos Dalloz, 20^{ème} éd. 2010
Les 100 mots de la fonction publique, M. Pochard, PUF, 2011

Droit de la fonction publique de l'Etat, B. Thomas-Tual, Mise au point, Ellipses, 2005

Droit de la fonction militaire , B. Thomas-Tual, Mise au point, Ellipses 2004

Droit de la fonction publique, B. Thomas-Tual, Paradigme, Larcier 2015

Le jurisqueuseur fonctions publiques

Le jurisqueuseur administratif

Le code de la fonction publique, Dalloz ou Litec

Compétences auxquelles le cours conduit :

- *A compléter*

III -FINANCES PUBLIQUES

Intervenant : François CUILLANDRE

Le cours permet de présenter par grand thème, les finances de l'Etat, des collectivités territoriales, la fiscalité, les finances de l'Union Européenne et les finances sociales.

Plan du cours :

1. Présentation générale des finances publiques
2. L'évolution historique des finances publiques
3. Les grands principes du droit budgétaire : annualité, unité, universalité
4. Equilibre et déficit budgétaires
5. La loi organique du 01/08/2001 relative aux lois de finances
6. La préparation du projet de loi de finances
7. le Parlement et la loi de finances
8. Le conseil Constitutionnel et la loi de finances
9. L'exécution de la loi de finances
10. Le contrôle de l'exécution de la loi de finances
11. Présentation du budget communal
12. les finances locales
13. Théorie générale de l'impôt
14. L'impôt sur le revenu
15. La TVA
16. La taxation du patrimoine
17. Les finances de l'Europe
18. Les finances sociales

Bibliographie :

- Finances publiques, Jean-Luc ALBERT, DALLOZ
- Leçons de Finances publiques, Gil DESMOULIN, ELLIPSES
- Finances publiques, BOUVIER-ESCLASSAN-LASSALE, LGDJ
- Finances publiques, François ADAM, Olivier FERRAND, Rémy RIOUX, Presses de Sciences Po et DALLOZ
- Finances locales, Raymond MUZELLEC, Mathieu CONAN, Mementos DALLOZ
- Finances locales, Jean-François PICARD, Litec
- Les Finances locales, Michel BOUVIER, LGDJ

Compétences auxquelles le cours conduit :

- La gestion administrative et financière d'un service de la Fonction Publique d'Etat, Territoire ou Hospitalière
- Gestion administrative et financière d'un service
- Connaître l'environnement juridique, social, économique et politique
- Collecter, structurer et hiérarchiser des informations

IV-ECONOMIE

1-Introduction : Objet et méthode des « Sciences Economiques »

Intervenant : Thierry SAUVIN

1. La dynamique des systèmes socioéconomiques

- a. Définition et caractéristiques d'un système
- b. Modes et moyens de régulation
- c. Les concepts de croissance, de développement et de crise

2. Croissance et crise

- a. L'approche néoclassique
- b. L'approche keynésienne
- c. L'approche marxiste et ses prolongements

Conclusion : Globalisation et politiques économiques

Bibliographie :

- Comprendre la dette publique, BIASSUTTI J.P, BRAQUET L, 2012, Bréal
- Histoire des idées politiques, tomes 1 et 2, BONCOEUR J, THOUEMENT H, 2004, Nathan
- Cahiers français (2008), Découverte de l'économie, n°345, La documentation Française
- Les chemins de la transition, COUTROT T, FLACHER D, MEDA D, 2011, Utopia
- Croissance, emploi et développement, t 1, Repères, La Découverte, DELEAGE J.P. ET AL, 2007
- Le microscope, DE ROSNAY J, 1975, Seuil
- Economie contemporaine, ECHAUDEMAISON C D, 2010, Nathan
- Economie politique, 2, macroéconomie et comptabilité nationale, GENEUREUX J , 2000, Hachette
- Agir avec Keynes, LEHOUCK F , 2005, Chronique sociale
- Un monde de ressources rares, le cercle des économistes, ORSENNA E, 2007, Perrin
- Le nouveau capitalisme, Repères, PLIHON D, 2003, La découverte
- Comprendre la crise, TREMOULINAS A, 2010, Bréal
- Brève histoire de la pensée économique d'Aristote à nos jours, VALIER J, 2005, Flammarion

Compétences auxquelles le cours conduit :

Le cours d'introduction à l'économie permet aux étudiants de connaître « l'environnement juridique, social, économique et politique ». La « transversalité des compétences » est alors nécessaire.

2-Les grandes questions économiques contemporaines

Intervenant : Nicolas ROPART

Les grandes questions économiques contemporaines

1. Les notions économiques élémentaires

a. Les mécanismes de l'économie

- Les acteurs de l'économie et leurs fonctions économiques
- Représentation et mesure de l'activité économique

b. Les mécanismes monétaires

- La monnaie
- Les marchés de capitaux

2. Les enjeux économiques

a. La croissance économique

- Notions élémentaires de la croissance
- Les déterminants de la croissance
- Les enjeux de la croissance

b. Le chômage et l'emploi

- La représentation économique du marché du travail
- Les analyses économiques du chômage
- Les principales politiques de l'emploi

c. L'inflation

- Définitions et mesures de l'inflation
- Causes et effets de l'inflation

d. La mondialisation

- Théories, enjeux et acteurs du commerce international
- La problématique de l'insertion dans l'économie mondiale
- La globalisation financière

e. Les politiques économiques

- Les modalités de l'intervention de l'Etat dans l'économie.
- La politique économique en économie ouverte et dans le cadre de l'Union Economique et Monétaire.

Ouvrages généraux recommandés :

- Dictionnaire d'économie et de sciences sociales, J.Y. CAPUL, HATIER, 2017.
- Aide-mémoire d'économie, C. DOLLO, SIREY, 2016.
- Introduction à l'économie, V. DROBINSKI, ELLIPSE, 2015

Compétences auxquelles le cours conduit :

- Identifier les bases économiques du fonctionnement et de l'activité des administrations publiques.
- Mobiliser des concepts issus des sciences sociales et une culture administrative générale pour produire des synthèses et analyses sur l'administration publique.
- Développer une argumentation avec esprit critique.
- Appliquer les méthodes nécessaires à la passation des concours administratifs tant à l'écrit qu'à l'oral.

3-Monnaie et financement de l'économie

Intervenant : Laurent LE MAUX

1. Monnaie et finance

- La monnaie, entre Etat et marchés
- La finance et la liquidité

2. La transformation du système bancaire et financier

- Le rôle de la banque centrale
- L'intermédiation bancaire
- L'intermédiation financière

3. La politique monétaire

- La politique de plein-emploi
- la stabilité des prix et le ciblage d'inflation
- La courbe de Phillips

4. La politique de stabilité financière

- Les crises bancaires et financières
- Les instruments de la politique de stabilité financière
- La réglementation prudentielle

5. Les relations monétaires internationales

- Le système monétaire international
- La balance des paiements
- L'euro et la politique de change

Quelques ouvrages :

- Politique économique, BENASSY-QUERE A, COEURE B, JACQUES P, De Boeck
- Monnaie, Banques, Finance, COUPEY-SOUBEYRAN J, Licence PUF
- La monnaie et ses mécanismes, PLIHON D, Repères, La Découverte
- Economie bancaire, SCIALOM L, Repères, La Découverte

Compétences auxquelles le cours conduit :

Connaître le système de la banque centrale, les mécanismes monétaires et financiers, les modes de financement de l'économie de marché, les objectifs de la politique monétaire et ceux de la politique de stabilité financière, et enfin connaître le système monétaire et financier international.

V-NOTE DE SYNTHÈSE/CAS PRATIQUE

Intervenant : Nicolas TALEC

Un objectif :

À partir d'un dossier constitué de multiples documents, vous devrez élaborer un texte unique répondant à une commande (sous-entendu de votre supérieur(e) hiérarchique).

Une épreuve spécifique :

En fonction de l'épreuve, votre rédaction peut faire appel au dossier mais aussi à vos connaissances. Votre travail est un outil pour le demandeur ; votre copie doit donc répondre à des exigences de fond et de forme.

Les grandes étapes de cette année :

Après une courte phase de théorie, l'entraînement constituera l'essentiel de nos travaux.

Bibliographie :

- « Note de synthèse, note administrative et rapport » de Pierre LIEVRE aux Éditions DUNOD.
- « La note : note de synthèse, note administrative » de Pierre GEVART et Hervé MACQUART aux éditions LA DOCUMENTATION FRANÇAISE.
- « La note opérationnelle et le cas pratique » d'Elisabeth et Pierre SIROTEAU aux éditions LA DOCUMENTATION FRANÇAISE.
- « La note et le rapport » de Pascal TUCCINARDI aux éditions NATHAN.

Compétences auxquelles le cours conduit :

SAVOIR :

Connaître les techniques rédactionnelles et les ressources mobilisables.

SAVOIR-FAIRE :

Maîtriser l'expression écrite ; savoir communiquer ; savoir collecter, structurer et hiérarchiser des informations.

Être capable d'analyser des données ; lire et exploiter des documents.

Savoir organiser son travail et gérer son temps ; savoir apporter une réponse adaptée et conforme à la qualité du service attendu.

Savoir accompagner et concrétiser des décisions.

SAVOIR-ÊTRE :

Être rigoureux ; respecter les échéances ; être impartial.

VI- ANGLAIS

Intervenante : Laurence DUPUY

SEMESTRE 5/UE 55

Test diagnostic

Révisions linguistiques

Méthodologie de la traduction au travers d'exercices de versions et de thèmes

Evaluation : Epreuve de traduction (50%) et oral en groupe (50%)

SEMESTRE 6/UE 56

Révisions linguistiques

Méthodologie de la traduction au travers d'exercices de versions et de thèmes

Evaluation : Epreuve de traduction (50%) et oral en groupe (50%)

Compétences auxquelles le cours conduit :

- Connaître l'environnement juridique, social, économique et politique
- Communication
- Communiquer, exposer, prendre la parole en public
- Sens du travail en équipe

VII-HISTOIRE

Intervenant : Youenn LE PRAT

1^{er} semestre

1. L'État et les politiques publiques en France à l'époque contemporaine

1. La croissance du poids de l'État
2. Une évolution qualitative de l'action de l'État
3. Comment expliquer cette montée en puissance ?

2. Genèse d'une politique scolaire : l'École de la III^e République

1. « L'école de Jules Ferry » : révolution ou évolution ?
2. Un système cloisonné entre différents ordres d'enseignement
3. Le temps des « hussards noirs » et de « la République des professeurs »

Bibliographie :

Voici quelques ouvrages synthétiques pour aborder ces questions :

GUESLIN, André, *L'État, l'économie et la société française (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Hachette, coll. « Carré Histoire », 1997.

ROSANVALLON, Pierre, *L'État en France de 1789 à nos jours*, Paris, Le Seuil, coll. « Points Histoire », 1993.

THOMAS, Yves, *Histoire de l'administration*, Paris, La découverte, coll. « Repères », 1995.

ALBERTINI, Pierre, *L'École en France du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Hachette, coll. « Carré Histoire », 2006.

2nd semestre

1. L'État, la peste et le choléra : naissance des politiques sanitaires en Occident (XVIII^e-XX^e siècle)

1. La victoire précoce contre la peste ou le rôle des capacités coercitives de l'État
2. La « petite vérole » vaincue par la vaccination
3. Une peur bleue : l'*English system* contre le choléra
4. Lutter contre la tuberculose, « maladie Janus »

2. L'État et la sécurité publique en France à l'époque contemporaine

1. Une police ou des polices ?
2. Que fait la police ?
3. Être gendarme, être policier

Bibliographie :

FOURNIER, Patrick, FRIOUX, Stéphane, CHAUVEAU, Sophie, *Hygiène et santé en Europe de la fin du XVIII^e aux lendemains de la Première Guerre mondiale*, Paris, Armand Colin, coll. « Coursus », 2011.

Hudemann-Simon, Calixte, *La conquête de la santé en Europe (1750-1900)*, Paris & Francfort-sur-le-Main, Belin & De Boek, 2001.

BERLIERE, Jean-Marc, LEVY, René, *Histoire des polices en France, de l'Ancien Régime à nos jours*, Paris, Nouveau

Monde, 2013.

Luc, Jean-Noël, dir., *Histoire des gendarmes*, Paris, Nouveau Monde, 2016.

Compétences auxquelles le cours conduit :

- Rechercher, prendre connaissance des textes et les appliquer
- Connaître l'environnement social, économique et politique
- Collecter, structurer et hiérarchiser des informations
- Préparer et rédiger des notes
- Argumenter et défendre un point de vue

VIII- GEOPOLITIQUE DU DEVELOPPEMENT

Intervenant : Daniel LE GUYADER

1. Aux origines : Genèse et vicissitude d'un concept, du Tiers Monde aux « émergents »

- Le fardeau colonial
- L'homme africain est resté au bord de l'Histoire (?) N. Sarkozy
- Les logistiques internes du développement
- Le boom démographique : explosion, migrations et retour des frontières

2. Aspect géopolitique du développement

- Le commerce inégal, le contrôle des matières premières
- Nourrir les hommes
- Corruption et état croupion
- Drogue et économie grise

3. Les voies de sorties du développement

Tourisme, micro-crédit...

Compétences auxquelles le cours conduit :

- Rechercher, prendre connaissance des textes et les appliquer
- Collecter, structurer et hiérarchiser des informations
- Préparer et rédiger des notes
- Communiquer, exposer, prendre la parole en public
- Argumenter, défendre un point de vue
- Gestion du temps

IX- MODULES FACULTATIFS

1-INSTITUTIONS ADMINISTRATIVES

Intervenante : Béatrice THOMAS TUAL

Les institutions administratives françaises

Introduction

Que sont les institutions administratives ?

Essai de définition

Définition de l'Admistration ou l'admistration

Chapitre 1 : Généralités sur les personnes publiques

1. La personnalité morale

- a. Notion et intérêt
- b. Les diverses personnes morales

2. Les rapports entre personnes publiques

- a. Centralisation et décentralisation
 - b. Les contrôles administratifs : le contrôle, hiérarchique, de tutelle, administratif
 - c. Evolution du système administratif français et ses grands problèmes
- Evolution :
- Avant 1982
 - 1982 « l'acte I de la décentralisation »
 - 2003-2004 : « l'acte II de la décentralisation »
 - Vers l'acte III de la décentralisation ?
- Les grands problèmes

Chapitre 2 : L'administration de l'Etat

1. Les conseils, autorités consultatives de l'Etat

- a. Le conseil d'Etat
- b. Le conseil économique, social et environnemental
- c. La Cour des Comptes
- d. Le défenseur des droits

2. Les autorités administratives indépendantes

Naissance, définition et quelques exemples

3. L'administration centrale

a. Le président de la République

Pouvoirs et attributions, services

b. Le Premier ministre

Attributions, services

c. Les départements ministériels

Hiérarchie, coordination, attributions des ministres

d. Les corps d'inspection

4. L'administration déconcentrée de l'Etat

a. Le Préfet de département : Statuts, attributions

b. Les auxiliaires du Préfet

c. Le préfet de région

d. Les Préfets avec statut particulier

e. Le maire

f. Les services déconcentrés de l'Etat, représentants des Ministères

Conclusion : les services à compétence nationale

Chapitre 3 : Les collectivités locales ou la décentralisation territoriale

1. Les règles communes à l'ensemble des collectivités

a. Le contrôle de l'Etat sur les collectivités

- *Le contrôle administratif de la légalité*

L'obligation de transmission, le déféré préfectoral

- *Le contrôle budgétaire*

Les organes de contrôle, le contrôle budgétaire

b. Les finances des collectivités locales

- *Les impôts locaux*

- *Les dotations* : la dotation globale de fonctionnement, d'équipement, de décentralisation, de solidarité urbaine

- *Le transfert de fiscalité*

- *Les emprunts*

c. La commune : Evolution, organes, compétences, le regroupement de communes, les communes à statut particulier

d. Le département : Evolution, organes, compétences

e. La région : Evolution, organes, compétences

f. Collectivités locales à statut dérogatoire : La Corse, les collectivités d'Outre-Mer, L'Alsace Lorraine

Chapitre 4 : Les établissements publics ou la décentralisation par service

Indications bibliographiques :

- Droit des collectivités locales, Jean-Bernard et Jean-François AUBY, Rozen NOGUELLOU, 6^{ème} éd. 2015

- Les institutions administratives, Jean-Marie BECET, Economica, 4^{ème} éd. 1997

- Histoire de l'administration française : du XVIII au XX siècle, François BURDEAU, Montchrestien, Domat 2^{ème} ed. 1994

- Institutions administratives, Olivier GOHIN, LGDJ, 7^{ème} éd. Coll. Manuels, 2016

- Droit des collectivités territoriales, Olivier GOHIN, (en collab), 2^{ème} éd., Référence, Paris, Cujas, 2015

- Institutions administratives, Christophe GUETTIER, cours Dalloz, 6^{ème} éd. 2015

- Institutions administratives, Pascal JAN, Litec, objectif Droit, 5^{ème} éd., 2015

- Institutions administratives Thémis, Dominique MAILLARD, droit PUF, 2^{ème} éd., 2015

- Droit administratif et institutions administratives, MC ROUAULT, Bruylant, Paradigme, Manuels, 6^{ème} éd. 2019

Compétences auxquelles le cours conduit :

- Situer les principales politiques publiques dans une perspective historique et territoriale.
- Identifier les bases juridiques, financières et économiques du fonctionnement et de l'activité des administrations publiques.
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources dans son domaine de spécialité pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation.
- Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation.
- Développer une argumentation avec esprit critique.
- Appliquer les méthodes nécessaires à la passation des concours administratifs tant à l'écrit qu'à l'oral
- S'appuyer sur les aspects fondamentaux de l'organisation et des compétences des administrations de l'État, des collectivités territoriales et de sécurité sociale y compris dans leurs liens avec l'Union européenne pour analyser un texte administratif.
- Mobiliser des concepts issus des sciences sociales et une culture administrative générale pour produire des synthèses et analyses sur l'administration publique.

2-DROIT CIVIL

Intervenant : Jean-Luc GOASCOZ

Le cours se divise en trois parties : l'introduction à l'étude du droit, le droit des biens et le droit des obligations.

La première partie comprend l'étude du droit objectif, notamment celle de ses sources (nationales, internationales, écrites, non-écrites) et de l'interprétation de la règle de droit, puis l'étude des droits subjectifs (classification, sources, mise en œuvre).

La deuxième partie, relative au droit des biens, aborde les classifications des biens (notamment la classification des biens en meubles et immeubles), l'étude du droit de propriété (composantes, caractères, modes d'acquisition) et de ses principaux démembrements (usufruit, servitude).

La troisième partie portant sur le droit des obligations concerne l'étude du contrat (ses conditions de formation et leur sanction, ses effets entre les parties et à l'égard des tiers).

Bibliographie : communiquée lors des cours

Compétences auxquelles le cours conduit :

Gestion administrative et financière d'un service :

- Assurer la gestion et le suivi de dossiers administratifs et financiers
- Rechercher, prendre connaissance des textes et les appliquer
- Accompagner et concrétiser des décisions
- Connaître l'environnement juridique, social, économique et politique

Organisation :

- Suivre la bonne réalisation des activités
- Apporter les appuis et correctifs nécessaires

Communication :

- Collecter, structurer et hiérarchiser des informations
- Préparer et rédiger des notes
- Rendre compte des résultats
- Argumenter, défendre un point de vue

Compétences transversales

- Capacité d'adaptation
- Polyvalence des tâches

3-DROIT DE L'UNION EUROPEENNE

Intervenante : Catherine DUVAL

INTRODUCTION : LES PRINCIPES DE L'UNION EUROPEENNE

Partie I : Le système institutionnel

Titre 1 - Les institutions de l'Union européenne

Chapitre 1 : Le Conseil européen

- Section 1 : *Origine et composition*
- Section 2 : *Attributions*

Chapitre 2 : Le Parlement européen

- Section 1 : *Le principe de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct*
- Section 2 : *Fonctionnement*
- Section 3 : *Attributions*

Chapitre 3 : Le Conseil

- Section 1 : *Composition*
- Section 2 : *Fonctionnement*
- Section 3 : *Attributions et responsabilité*

Chapitre 4 : La Commission européenne

- Section 1 : *Composition et statut*
- Section 2 : *Organisation et fonctionnement*
- Section 3 : *Attributions*

Chapitre 5 : La Cour de justice de l'Union européenne

- Section 1 : *La Cour de justice*
- Section 2 : *Le Tribunal*

Chapitre 6 : La Banque centrale européenne

Chapitre 7 : La Cour des comptes

Titre 2 - Les structures complémentaires de l'Union européenne

Chapitre 1 : Les organes consultatifs

- Section 1 : *Le Comité économique et social (CES)*
- Section 2 : *Le Comité des régions*

Chapitre 2 : Les organes subsidiaires

- Section 1 : *Les Comités (organes techniques)*
- Section 2 : *Offices et agences*

Titre 3 - Les compétences de l'Union européenne

Chapitre 1 : L'attribution des compétences

- Section 1 : *Principe et conséquences*
- Section 2 : *Les compétences retenues par les États*
- Section 3 : *Les compétences –explicitement- transférées*
- Section 4 : *Les compétences implicites et subsidiaires*
- Section 5 : *Identification de la base juridique*
- Section 6 : *Caducité des compétences*

Chapitre 2 : La typologie des compétences

- Section 1 : *Les compétences exclusives*
- Section 2 : *Les compétences partagées*
- Section 3 : *Les compétences « complémentaires »*

Chapitre 3 : Les modalités d'exercice des compétences

- Section 1 : *Le principe de subsidiarité*
- Section 2 : *Le principe de proportionnalité*

Partie II : L'ordre juridique de l'Union européenne

Titre 1 - Les sources du droit de l'Union européenne

Chapitre 1 : Les sources principales

- Section 1 : *Le droit primaire*
- Section 2 : *Le droit dérivé*

Chapitre 2 : Les sources secondaires

- Section 1 : *Les actes atypiques*
- Section 2 : *Les sources externes*

Titre 2 - Les rapports entre l'ordre juridique de l'Union et les ordres nationaux

Chapitre 1 : L'autonomie de droit de l'Union européenne

Chapitre 2 : L'applicabilité immédiate du droit de l'Union européenne

- Section 1 : *Le principe*
- Section 2 : *L'applicabilité immédiate des différentes sources*

Chapitre 3 : L'effet direct du droit de l'Union européenne

- Section 1 : *Présomption d'effet direct du droit de l'Union européenne*
- Section 2 : *Les normes susceptibles de produire un effet direct*

Chapitre 4 : La primauté du droit de l'Union européenne

- Section 1 : *Le principe*
- Section 2 : *Les conséquences de la primauté*
- Section 3 : *La perception française de la primauté*

Compétences auxquelles le cours conduit :


L'étudiant ayant vocation à évoluer en tant que cadre du secteur public, le cours de Droit de l'Union européenne doit lui permettre :

- d'appréhender la structure de l'Union européenne, les compétences, les institutions, les sources et également les grands principes (primauté et effet direct)

- d'identifier l'influence et l'impact du droit de l'Union européenne sur le droit administratif et notamment sur l'action des personnes publiques et les modes de gestion des services publics.


CALENDRIER UNIVERSITAIRE IPAG 2021/2022

Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août	
1 D		M		1 V		L		1 M		S		1 M		5 M		8 V		D		1 M		V		1 L	
2 L		J	rentrée scolaire	2 S		M		2 J		12 D		2 M		M		2 S		L		2 J		S		2 M	
3 M		V		3 D		M		3 V		49 L		3 J		M		3 D		M		3 V		D		3 M	
4 M		S		4 L		J		4 S				4 V		V		4 L		M		4 S		L		4 J	
5 J		D	32	5 M		V		5 D				5 S		S		5 M		J		5 D		M		5 V	
6 V		L	rentrée IPAG	6 M		S		6 L				6 D		D		6 M		V		6 L		M		6 S	
7 S		M		7 J		M		7 M				7 L		L		7 J		S		7 M		J		7 D	
8 D		M		8 V		L		8 M		Examens Session 1 Sem. impair		8 M		M		8 V		D		8 M		V		8 L	
9 L		J		9 S		M		9 J				9 M		M		9 S		L		9 J		S		9 M	
10 M		V	Journée accueil	10 D		M		10 V				10 J		J		10 D		M		10 V		D		10 M	
11 M		S		11 L		J		11 S				11 V		V		11 L		M		11 S		L		11 J	
12 J		D	33	12 M		V		12 D				12 S		S		12 M		M		12 D		M		12 V	
13 V		L		13 M		S		13 L				13 D		D		13 M		V		13 L		M		13 S	
14 S		M		14 J		D		14 M		Examens Session 1 Sem. impair		14 L		L		14 J		S		14 M		J		14 D	
15 D		M		15 V		L		15 M				15 M		M		15 V		D		15 M		V		15 L	
16 L		J		16 S		M		16 J				16 M		M		16 S		L		16 J		S		16 M	
17 M		V		17 D		M		17 V				17 J		J		17 D		M		17 V		D		17 M	
18 M		S		18 L		J		18 S				18 V		V		18 L		M		18 S		L		18 J	
19 J		D	34	19 M		V		19 D				19 S		S		19 M		J		19 D		M		19 V	
20 V		L		20 M		S		20 L				20 D		D		20 M		V		20 L		M		20 S	
21 S		M		21 J		D		21 M				21 L		L		21 J		S		21 M		J		21 D	
22 D		M		22 V		L		22 M				22 M		M		22 V		D		22 M		V		22 L	
23 L		J		23 S		M		23 J				23 M		M		23 S		L		23 J		S		23 M	
24 M		V		24 D		M		24 V				24 J		J		24 D		M		24 V		D		24 M	
25 M		S		25 L		J		25 S		52		25 V		V		25 L		M		25 S		L		25 J	
26 J		D		26 M		V		26 D				26 S		S		26 M		J		26 D		M		26 V	
27 V		L		27 M		S		27 L				27 D		D		27 M		V		27 L		M		27 S	
28 S		M		28 J		D		28 M				28 L		L		28 J		S		28 M		J		28 D	
29 D		M		29 V		L		29 M				29 M		M		29 V		D		29 M		V		29 L	
30 L		J		30 S		M		30 J				30 J		M		30 S		L		30 J		S		30 M	
31 M		D		31 D		M		31 V				31 L		J		31		M		31		D		31 J	

Vacances scolaires 

Arrêts de cours 

Examens 

Dates de fermeture de l'UBO 

Dates de l'année universitaire : du 01/09/2021 au 31/08/2022

Les dates limites d'inscription en formation initiale sont fixées :

Pour les licences : 1^{er} octobre (semestre impair) et 15 février (semestre pair)

Pour les masters : 15 octobre (semestre impair) et 28 février (semestre pair)

Les résultats de jury de L3 doivent être connus dans la première semaine de juillet

Les stages se feront sur les périodes suivantes :

- Pour les licences : de préférence pendant les périodes d'arrêt de cours et au plus tard jusqu'au 24 avril

- Pour les master 1 : Il sera toléré d'effectuer son stage jusqu'à fin mai au plus tard

- Pour les master 2 : le stage commencera impérativement après le 15 février et devra être terminé au plus tard fin juin

NB : Les étudiants en Master 2 conservent si besoin le bénéfice de leur inscription 2021-2022 jusqu'au 31.12.22, date-limite à laquelle le jury peut statuer sur la validation de leur diplôme dans le cadre de l'année universitaire 2021-2022.